

MALDIVES

L'élection présidentielle ne doit pas occulter la nécessité de rétablir le respect des droits humains et de les promouvoir

Index AI : ASA 29/07/98

Diffusion immédiate

Amnesty International appelle le chef de l'État Maumoon Abdul Gayoom – qui exerce déjà son quatrième mandat présidentiel consécutif – à s'engager clairement et sans équivoque à restaurer et à garantir le respect des droits humains. Il a en effet été désigné par le Majlis (Parlement) maldivien en tant qu'unique candidat à la prochaine élection présidentielle. Les préparatifs du scrutin se déroulent dans une atmosphère de peur et d'intimidation qui risque d'empêcher les intellectuels du pays d'exprimer librement leurs opinions. Les partis politiques ne sont pas autorisés à mener leurs activités et le gouvernement réprime durement l'expression de toute divergence politique. Qui plus est, le Majlis et l'appareil judiciaire semblent être sous la coupe du pouvoir exécutif.

Ces dernières années, de nombreux opposants ont été placés en résidence surveillée ou incarcérés dans des centres de détention, sans avoir été jugés, pour des périodes prolongées. Amnesty International considère certains d'entre eux comme des prisonniers d'opinion.

Lorsque des prisonniers politiques sont traduits en justice, leur procès n'est pas conforme aux normes internationales d'équité. D'après les informations recueillies, il arrive même que des accusés ne soient pas présents à l'audience lors du prononcé du verdict. Certains ne sont informés des jugements rendus à leur encontre que par leurs proches, une fois que ceux-ci ont obtenu des éclaircissements auprès des autorités.

Les prisonniers continuent d'être incarcérés dans des conditions qui s'apparentent bien souvent à une forme de traitement cruel, inhumain ou dégradant. Les cellules sont exiguës et surpeuplées, il y règne une chaleur accablante et les détenus ne peuvent y dormir convenablement.

Au nombre des prisonniers d'opinion probables figure Ismail Saadiq, homme d'affaires maldivien placé alternativement en détention ou en résidence surveillée depuis juillet 1996. En début d'année, alors qu'il se trouvait assigné à domicile, il a été incarcéré dans le centre de détention de Dhoonidhoo après s'être vu reprocher d'avoir parlé à un journaliste étranger. Amnesty International craint toutefois que son placement en détention n'ait en réalité pour but de l'empêcher de prendre part aux scrutins à venir. Sa désignation officielle en tant que candidat à la prochaine élection législative partielle dans l'atoll d'Ari Nord a tout simplement été annulée par le ministère de la Défense et de la Sécurité nationale en début d'année.

Il est grand temps que les autorités maldiviennes accordent aux droits humains la considération qui leur est due. Amnesty International appelle le président Maumoon Abdul Gayoom à ordonner la libération de tous les prisonniers d'opinion, à garantir un procès équitable aux prisonniers politiques et à veiller à ce que nul ne soit soumis à la torture, ni à aucune autre forme de mauvais traitement en détention.

Par ailleurs, l'Organisation exhorte le chef de l'État, en tant qu'unique candidat à l'élection présidentielle, à rendre public son programme à long terme de promotion et de défense des droits humains, dont les mesures permettront aux citoyens maldiviens de ne pas être victimes de violations de leurs droits fondamentaux |